

## INTERGLOBAL

HONGRIE

# Les médias critiques toujours debout

Joël Le Pavous

**La mise au pas de plusieurs titres de référence et la puissance médiatique pro-Fidesz décuplée par une décennie de pouvoir n'ont pas réussi à convaincre la presse indépendante de lâcher prise. Au contraire.**

Cela commence à ressembler à une série macabre. 2011 : la fusion de la radio et de la télévision publique assortie de mille licenciements transforme la nouvelle entité, MTVA, en fidèle destrier du gouvernement Orbán. 2014 : Origo, portail indépendant de référence, devient le bras armé du discours de l'exécutif sur le web après une métamorphose suivant les « nouvelles habitudes de consommation médiatique ». 2016 : Népszabadság, premier quotidien du pays auteur de nombre d'enquêtes sur la dérive autoritaire du pouvoir, se voit brutalement suspendu pour « motifs financiers » avant de disparaître des kiosques.

Quatre ans plus tard, les journalistes d'Index.hu, premier site d'actualités en Hongrie rassemblant un million de visiteurs chaque jour, démissionnent en masse le 24 juillet. L'avant-veille, leur rédacteur en chef, Szabolcs Dull s'était vu signifier son licenciement pour faute grave après avoir dénoncé un plan de soustraitance menaçant selon lui et ses collègues l'indépendance du mass-media millésime 1999. Fin-mars, le

magnat Miklós Vaszily, proche du régime Orbán, président de la chaîne pro-pouvoir TV2 et fossoyeur d'Origo ancienne mouture où officiait Dull, rachetait la moitié de la régie publicitaire d'Index.

« Peu après l'arrivée de Vaszily, deux consultants ont été envoyés pour résoudre les difficultés financières d'Index. Sous couvert de réduction des coûts, l'extériorisation de la création de contenu qu'ils proposaient mettait en péril l'intégrité de l'équipe » raconte András Földes, journaliste historique d'Index. « Les journalistes défièrent la pression et quittèrent leur job en dépit de la crise économique induite par le coronavirus. Bien que certains anciens d'Index songent à recréer un portail, il est clair que les voix indépendantes n'ont plus beaucoup d'espace dans le paysage médiatique magyar », précise Földes.

## Marché confisqué

Et pour cause. Depuis septembre 2018, une fondation baptisée KESMA (Fondation Centre-européenne de la Presse et des Médias) englobe 476 titres soumis au régime sur l'ensemble du pays. Sous son patronage on trouve deux des trois principales télévisions (la publique M1 et la privée TV2), deux des trois quo-

tidiens nationaux (Magyar Hírlap, Magyar Nemzet), la majorité de la presse régionale, la chaîne info Hír-TV, le tabloïd populaire Bors, le quotidien Nemzeti Sport ou les hebdomadaires Mandiner et Figyelő. L'organisme jouit d'un statut d'importance stratégique nationale accordé par décret gouvernemental.

Les campagnes d'État comme celle vantant l'actuelle consultation nationale autour de la relance économique et du coronavirus amènent d'importantes rentrées publicitaires aux médias membres du conglomerat. Même le journal socio-démocrate Népszava, n'appartenant pas à KESMA et résolument critique envers la politique de l'administration Orbán, cède régulièrement aux sirènes de cette manne. Selon une récente enquête détaillée menée par le site d'investigation Átlatszók, la proportion des annonces gouvernementales dépasse les 60-70 % des revenus de Figyelő et du quotidien gratuit Lokál.

« Outre la confiscation du marché, les propriétaires et journalistes des rédactions encore autonomes sont confrontés à des offensives diffamatoires et un sapage de réputation fragilisant sensiblement leur perpétuation » décrypte Ágnes Urbán de l'observatoire spécialisé Mérték Monitor. « Seule une portion réduite de la société hongroise, en premier lieu

les milieux intellectuels, est en demande d'une presse vraiment indépendante et de qualité. Beaucoup ne parviennent pas à différencier le journalisme de la propagande de la presse indépendante. La préférence politique détermine la consommation médiatique », souligne l'analyste.

S'il n'existe plus de journal de l'État-parti en tant que tel comme au temps du communisme, la parole gouvernementale s'étale à l'envi dans les colonnes de Magyar Nemzet et de Magyar Hírlap, les flashes en une minute et les bulletins d'information de la télévision publique, la page d'accueil du site Origo, les éditoriaux enflammés de la revue Demokrata et les studios de la fréquence publique Kossuth Rádió. Chaque vendredi matin, l'antenne déroule le tapis rouge au Premier ministre Viktor Orbán étreignant son discours lors d'une simili-interview résolument complaisante abjurant les principes du journalisme.

## Espoirs et survie

Face au rouleau-compresseur orbániste, les médias critiques souffrent mais bougent encore. Le portail d'enquêtes Direkt36 fondé par deux ex-plumes d'Origo examine de près les juteuses affaires du clan Orbán, l'amitié liant l'ancien satellite de Moscou

© EPA



Dans la rue pour l'indépendance des médias : à l'appel du parti d'opposition Momentum des manifestant-e-s se sont réuni-e-s pour protester contre le licenciement du rédacteur en chef d'Index.hu fin à Budapest fin juillet.

au Kremlin et la proximité du dirigeant magyar avec des autocrates tels Erdogan ou Loukachenko - toujours soutenu par Budapest malgré le soulèvement biélorusse. Le magazine de référence HVG, le portail 24.hu appelé à reprendre le flambeau d'Index, son concurrent (mais camarade) 444 et la station d'opposition Klubrádió ne mâchent pas leurs mots envers le système.

En parallèle de l'attelage établi, l'hebdomadaire Magyar Hang (« Voix Hongroise » en français) s'est construit en 2018 sur les braises encore fumantes du quotidien conservateur historique Magyar Nemzet, fermé après un tournant critique puis relancé par le camp Orbán. Ce journal mêlant articles de terrain et commentaires d'actualité séduit 11 à 12.000 lectrices et lecteurs chaque semaine entre les abonnements et les ventes du papier. Crédo du quotidien : donner un espace d'expression aux invisibles, dénoncer l'ampleur de la corruption en Hongrie et se montrer intraitable envers tout abus de pouvoir.

« Comme l'indique notre devise, nous sommes un 'magazine survivant' créé en dépit des difficultés et tenant toujours bon. Magyar Hang se situe aujourd'hui à la seconde place en termes d'exemplaires écoulés sur le marché des revues politiques » té-

moigne Zsombor György, son directeur de la rédaction. « Notre publication remplie de vie accorde une place privilégiée au terrain, vit quasi-exclusivement des revenus du print, complète ses finances avec des dons plus quelques contrats publicitaires même si les annonceurs ne se bousculent guère et embauche une trentaine de salariés », développe le journaliste.

Différent du libéral-conservateur Magyar Hang sur la ligne politique, mais pas côté temporalité, l'hebdomadaire socio-démocrate Jelen (« Présent »), dont le tout premier numéro s'est invité dans les kiosques le 28 mai, offre un suivi généraliste de l'actualité hongroise et internationale sur le modèle de l'illustre HVG. Les trois fondateurs de ce média aux couvertures graphiques, reprenant l'esprit des unes aussi puissantes que pertinentes de HVG afin d'attirer le lecteur, ont lâché les commandes du magazine de centre-gauche 168 Óra dont ils ont amené des plumes ainsi que des anciens du regretté Népszabadság.

### « Logique politique »

Issu d'une fermeture comme Magyar Hang, Válasz Online, site d'info héritier de feu l'hebdomadaire Heti Válasz enterré durant l'été 2018, s'inspire du journalisme long-format en publiant décryptages, entretiens

et podcasts sur des thématiques magyares et étrangères avec un fort ascendant politique. Longtemps soutien de Viktor Orbán, Heti Válasz, fondé en 2001, s'est extrait de la galaxie Fidesz lors de la rupture de février 2015 entre le dirigeant hongrois et le propriétaire Lajos Simicska, ancien oligarque privilégié de Budapest, avant d'accumuler les dettes et de jeter l'éponge faute de reprenneur.

Quelques jours après Jelen, une webradio d'opposition investissait un paysage médiatique cadennassé par une décennie d'orbánisme. Depuis le 2 juin minuit, la fréquence Hungarian BroadCaster News émet sans interruption en proposant une grille bilingue anglais/hongrois, inédite sur la bande FM magyare. La résistance existe aussi en province. Szabad Pécs, Debreciner, Kecsup (Kecskemét), Borsod24 (nord-est du pays), Veszpresszó (Veszprém), Egri Úgyek (Eger), Kapos-t (secteur de Kaposvár) et Nyugat.hu (région de Szombathely), entre autres, contrent les quotidiens locaux sous emprise gouvernementale.

« L'unique logique du parti au pouvoir est politique. Il soupèse le nombre d'électeurs susceptibles de voter pour un camp ou l'autre à la lumière des contenus publiés chaque jour, considérant ainsi les médias indépendants comme des adversaires » tacle Péter Pető, directeur de la redac-

tion de 24.hu. « C'est pourquoi l'exécutif s'est attaqué un par un aux titres leaders du marché avec divers degrés de brutalité, mais le pouvoir ne parvient pas à museler ou détruire suffisamment de détracteurs de sorte que ses médias arrivent en tête du classement des lecteurs », souligne l'ex-journaliste de Népszabadság.

Depuis l'été 2017, les activistes de Nyomtass Te Is (« Imprime-le toi même ») élaborent un condensé de la presse alternative mis en page sur des feuilles A4 pliées en deux et diffusent les copies imprimées de chez eux dans des villes loin de la capitale où l'information indépendante peine à se faire une place. Et après une décennie d'orbánisme, Radio Free Europe, écho de l'Occident dans le défunt bloc de l'Est, s'apprête à redémarrer son service magyar arrêté en 1993 dans le sillage de la transition démocratique. Souvent étranglées, parfois asphyxiées, les voix dissidentes sont loin d'avoir rendu leur dernier souffle.